

Unité départementale de l'Essonne
Cité administrative
Boulevard de France
91012 Evry-Courcouronnes Cedex

Evry-Courcouronnes, le 03/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/01/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ECOPUR (ex SMF MIGNON et FILS)

4 rue du Saule St Jacques
91540 ORMOY

Références : D2025-
Code AIOT : 0006508983

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/01/2025 dans l'établissement ECOPUR (ex SMF MIGNON et FILS) implanté Avenue des Roissy Hauts 91540 ORMOY. L'inspection a été annoncée le 20/12/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'établissement est encadré par l'arrêté préfectoral d'exploitation n° 2017-PREF/DRCL/BEPAFI/SSPILL/030 du 23 janvier 2017.

Faisant suite à la dernière inspection du 10 novembre 2023, deux non-conformités avaient fait l'objet d'une lettre de suivi préfectorale avec demande de justificatifs. L'exploitant n'avait pas transmis les justificatifs au jour de l'inspection objet du présent rapport.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ECOPUR (ex SMF MIGNON et FILS)
- Avenue des Roissy Hauts 91540 ORMOY
- Code AIOT : 0006508983
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société ECOPUR exploite sur la commune d'ORMOY (91540) une unité de lavage de cuves de camions-citernes de produits dangereux, une unité de traitement de déchets d'assainissement hydrocarburés, le regroupement de déchets gras (bac à graisse de restauration) ainsi que le transit de déchets non dangereux.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Autosurveillance des milieux - Eaux résiduaires	Arrêté Préfectoral du 23/01/2017, articles 4.3.9.1, 10.2.2 et 10.5.1	Demande d'action corrective	1 mois
4	Autosurveillance des milieux - Eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 23/01/2017, articles 4.3.12, 10.2.2 et 10.5.1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Autosurveillance des milieux - Eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 23/01/2017, articles 10.2.2.3 et 10.5.1	Demande d'action corrective	3 mois
6	Sécurité incendie	Arrêté Préfectoral du 23/01/2017, article 8.2.5	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
8	Localisation des risques	Arrêté Préfectoral du 23/01/2017, article 8.1.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
9	Dispositifs de prévention des accidents - Risque électrique	Arrêté Préfectoral du 23/01/2017, article 8.3.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
12	Suivi des déchets - Registre déchets	Arrêté Préfectoral du 23/01/2017, article 10.3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative	Lettre du 25/06/2019	/	Sans objet
2	Autosurveillance des milieux - Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 23/01/2017, articles 3.2.3 et 10.2.1	/	Sans objet
7	Volume des rétentions	Arrêté Préfectoral du 23/01/2017, article 8.4.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
10	Identification des produits dangereux	Arrêté Préfectoral du 23/01/2017, article 6.1.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
11	FDS	Arrêté Préfectoral du 23/01/2017, article 6.1.1	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
13	Suivi des déchets - Déclarations GEREP	Arrêté Préfectoral du 23/01/2017, article 10.3	/	Sans objet
14	Dispositions particulières à l'installation de transit	Arrêté Préfectoral du 23/01/2017, article 9.1.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de l'inspection du 7 janvier 2025 de l'établissement ECOPUR d'ORMOY (91), l'inspection des installations classées a effectué 14 points de contrôle de conformité à l'arrêté préfectoral d'exploitation n° 2017-PREF/DRCL/BEPAFI/SSPILL/030 du 23 janvier 2017.

Au regard des déclarations de l'exploitant, il n'y a pas de modification de la situation administrative de l'exploitation.

L'inspection des installations classées constate que six points de contrôles sont conformes aux prescriptions contrôlées (notamment l'état des stocks des produits chimiques et l'échantillonnage des déchets entrants). Sept points de contrôle, partiellement conformes ou non-conformes aux prescriptions, sont synthétisés ci-dessous :

- L'exploitant réalise les contrôles sur les rejets atmosphériques, d'eaux industrielles/usées et d'eaux pluviales. Il ne transmet toutefois pas de façon régulière les résultats à l'inspection via le site GIDAF pour les analyses d'eaux. Une action corrective est demandée ;
- Concernant l'autocontrôle de la qualité des eaux souterraines, l'exploitant ne réalise pas les contrôles conformément aux prescriptions de son arrêté d'exploitation. L'exploitant doit prendre des mesures correctives dans les délais impartis ;
- Concernant les contrôles périodiques de prévention des accidents et incendie, l'exploitant réalise les contrôles. Quelques non-conformités ont été relevées. Les justifications d'actions correctives pour la levée de ces non-conformités doivent être transmises à l'inspection.

D'autre part, les actions correctives et justificatifs transmis à l'inspection des installations classées permettent de lever les deux non-conformités restantes de la dernière inspection du 10/11/2023.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Lettre administrative du 25/06/2019					
Thème(s) : Situation administrative					
Prescription contrôlée :					
Rubrique alinéa	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement, seuil et unité du critère	Volume autorisé et unité
2718-1 Avec le bénéfice de l'antériorité	A	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717, 2719 et 2793.		Quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t.	Quantité maximale de déchets susceptible d'être présente dans l'installation : 330 t
2790-2 Avec le bénéfice de l'antériorité	A	Installation de traitement de déchets dangereux ou de déchets contenant des substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2770 et 2793.		Déchets destinés à être traités ne contenant pas de substances ou mélanges dangereux mentionnés à l'article R511-10.	Quantité journalière d'eaux hydrocarburées pouvant être traitées : 50 t/j Quantité journalière d'effluents provenant de la station de lavage intérieur et extérieur de citernes routières pouvant être traitées : 40 t/j
2795-a Avec le bénéfice de l'antériorité	A	Installation de lavage de fûts, conteneurs et citernes de transport de matières alimentaires, de matières dangereuses au sens de la rubrique 1000 de la nomenclature des installations classées ou de déchets dangereux.		Quantité d'eau mise en œuvre étant supérieure ou égale à 20 m³/j	Quantité d'eau mise en œuvre : 40 m³/j

Rubrique alinéa	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement, seuil et unité du critère	Volume autorisé et unité
3510	A	Élimination ou valorisation des déchets dangereux, avec une capacité de plus de 10 tonnes par jour.	- traitement biologique - traitement physico-chimique	Capacité de plus de 10 t/j	Quantité journalière d'eaux hydrocarburées pouvant être traitées : 50 t/j Quantité journalière d'effluents provenant de la station de lavage intérieur et extérieur de citernes routières pouvant être traitées : 40 t/j
3550	A	Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560		Capacité totale supérieure à 50 t	Quantité maximale de déchets susceptible d'être présente dans l'installation : 330 t
2716	NC	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719.		Volume susceptible d'être présent dans l'installation étant inférieur à 100 m ³ .	Volume susceptible d'être présent dans l'installation : 74 m³
2910-A-2 Avec le bénéfice de l'antériorité	DC	Installation de combustion	Chaudière	Puissance thermique nominale de l'installation étant inférieure à 2 MW	Puissance de la chaudière : 1,395 MW
4734-1	NC	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution		Quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant inférieur à 250 t.	Quantité maximale de gasoil pour l'alimentation des véhicules susceptible d'être présente dans l'installation : 35 t

Constats :

Les déclarations fournies par l'exploitant sont présentées dans la colonne « constats » dans le tableau ci-dessous.

Nature des activités	Constats : Installations concernées et volume des activités	Numéro de la rubrique	Régime
Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717, 2719, 2792 et 2793 La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t	L'exploitant déclare que la quantité maximale de déchets susceptible d'être présente dans l'installation reste inchangée à 330 t.	2718-1 Avec le bénéfice de l'antériorité	A
Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte		3550	A
Installations de traitement de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2711, 2720, 2760, 2770, 2792, 2793 et 2795	L'exploitant déclare que la quantité journalière d'eaux hydrocarburées pouvant être traitées reste inchangée à 50 t/j.	2790 Avec le bénéfice de l'antériorité	A
Élimination ou valorisation des déchets dangereux, avec une capacité de plus de 10 tonnes par jour, supposant le recours à une ou plusieurs des activités suivantes : traitement biologique, traitement physico-chimique, mélange avant de soumettre les déchets à l'une des autres activités énumérées aux rubriques 3510 et 3520, (...)	L'exploitant déclare que la quantité journalière d'effluents provenant de la station de lavage intérieur et extérieur de citernes routières pouvant être traitées reste inchangée à 40 t/j : <ul style="list-style-type: none"> • 3 bassins de décantation (2x20 m³ + 1x40 m³), • 1 séparateur de 50 m³, • 2 silos hydrocarbures concentrés (2x25 m³) 	3510	A
Installations de lavage de fûts, conteneurs et citernes de transport de matières alimentaires, de substances ou mélanges dangereux mentionnés à l'article R511-10, ou de déchets dangereux. La quantité d'eau mise en œuvre étant supérieure ou égale à 20 m ³ /j	L'exploitant déclare que la quantité maximale d'eau mise en œuvre reste inchangée à 40 m³/j : <ul style="list-style-type: none"> • 2 pistes de lavage 	2795-1 Avec le bénéfice de l'antériorité	A
Installation de combustion, dont la puissance thermique nominale est supérieure à 1 MW mais inférieure à 20 MW	L'exploitant déclare que la puissance de la chaudière reste inchangée à 1,395 MW : <ul style="list-style-type: none"> • 1 chaudière 	2910-A-2 Avec le bénéfice de l'antériorité	DC

Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules. Le volume annuel de carburant liquide distribué étant inférieur à 100 m ³	L'exploitant déclare que les volumes distribués en 2023 et 2024 sont respectivement de 10,076 et 14,361 m ³	1435	NC
Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant inférieur à 100 m ³ .	L'exploitant déclare que le volume susceptible d'être présent dans l'installation est de 75 m³ : • 3 cuves de 25 m ³ chacune	2716	NC
Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines, étant inférieure à 250 t.	L'exploitant déclare que la quantité maximale de gasoil pour l'alimentation des véhicules susceptible d'être présente dans l'installation reste inchangée à 35 t	4734-1	NC
La situation administrative est inchangée par rapport à la lettre de situation administrative du 25 juin 2019.			
Type de suites proposées : Sans suite			

N° 2 : Autosurveillance des milieux - Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2017, articles 3.2.3 et 10.2.1

Thème(s) : Risques chroniques, Émissions atmosphériques canalisées ou diffuses

Prescription contrôlée :

Article 3.2.3 :

(...) Les flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes :

Paramètre	Conduit n°1	
	Concentration (mg/Nm³)	flux (Kg/h)
Poussières	100	1
COV totaux	110	6

(...)

Article 10.2.1 :

Rejet n°1 : dispositif d'éolage :

Paramètres	Fréquence
Débit	Annuelle
Poussières	
COV totaux	

Constats :

Lors de l'inspection, l'exploitant présente le rapport de prélèvements n° 24EP550 réalisé par l'entreprise Socor Air le 23/05/2024 sur le point de rejet n° 1.

L'inspection des installations classées relève que les résultats des analyses des rejets atmosphériques sont conformes aux dispositions de l'article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral du 23/01/2017.

L'inspection des installations classées relève par ailleurs que la fréquence de contrôle des émissions atmosphériques du dispositif d'éolage est conforme aux prescriptions de l'article 10.2.1 de l'arrêté préfectoral du 23/01/2017.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Autosurveillance des milieux - Eaux résiduaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2017, articles 4.3.9.1, 10.2.2 et 10.5.1

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets des eaux résiduaires dans une station d'épuration collective

Prescription contrôlée :

Article 4.3.9.1 :

Le traitement des eaux hydrocarburées sur site nécessite 4 étapes :

- dégrillage manuel
- décantation des boues dans 3 bassins successifs
- séparation des eaux et des boues hydrocarburées
- traitement des eaux à la station, par traitement physico-chimique et biologique.

(...) L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.

Paramètre	Rejet n°1	
	Concentration maximale (mg/l)	Flux maximal journalier (Kg/j)
MES	600	50
DCO	2000	200
DBO5	800	70
Azote <u>NGL</u> (exprimé en N)	150	10
Indice hydrocarbures (C10-C40)	10	1,5
Fluorures	15	1,5
Phosphore total	50	5
Composés organiques halogénés	1	0,1
Cyanures	0,1	0,01
Métaux totaux (1)	10	1

des métaux : cadmium, chrome (III et VI), cuivre, nickel, plomb, cobalt, zinc, étain, mercure, argent

(...)

L'inspection des installations classées est informée de tout dysfonctionnement constaté.

Article 10.2.2 :

La périodicité de la mesure sur le rejet n° 1 est hebdomadaire pour les paramètres MES, DCO, DBO5, Azote NGL, Indice hydrocarbures, Phosphore total et métaux totaux.

Article 10.5.1 :

(...) Les résultats de l'autosurveillance des prélèvements et des émissions dans l'eau (...), sauf impossibilité technique, sont transmis par l'exploitant par le biais du site internet GIDAF.

Constats :

L'inspection des installations classées a consulté les analyses des rejets EI+EU transmises par l'exploitant sur l'application GIDAF.

La revue de ces résultats d'analyses, correspondant aux prélèvements effectués de façon hebdomadaire sur le point de rejet n° 1 de janvier à octobre 2024, montre certains dépassements :

- Dépassement de 4 fois la VLE en concentration du phosphore en janvier 2024 sur 1 prélèvement hebdomadaire. L'exploitant précise qu'il s'agit d'un événement ponctuel avec un producteur qui a pu être identifié. Toutefois, l'exploitant indique qu'il ne peut pas anticiper ce type de dépassement car le phosphore ne fait pas partie du pack d'analyses rapides effectuées à réception du déchet et les résultats d'analyses du prélèvement hebdomadaire de rejet EI+EU est réceptionné 2 à 3 semaines après le prélèvement. L'identification du producteur permet néanmoins de prévenir le producteur et de porter une attention particulière sur la réception de futurs déchets de ce dernier. L'inspection note qu'il n'y a pas eu d'autre dépassement de VLE pour le phosphore sur la période 2024 contrôlée ;
- Dépassement du volume moyen journalier sur un jour en mai 2024. L'exploitant précise que ceci est lié à un tonnage de réception important ponctuel. L'inspection note qu'il n'y a pas eu d'autre dépassement de volume moyen journalier sur la période 2024 contrôlée ;
- Dépassement de la DCO (1,2 fois la VLE) sur un prélèvement hebdomadaire en mai 2024. L'exploitant indique que le dépassement ponctuel est lié à une panne sur l'unité d'ultra filtration qui a été réparée. L'inspection note qu'il n'y a pas eu d'autre dépassement de VLE de la DCO sur la période 2024 contrôlée.

Les résultats des contrôles journaliers et des analyses hebdomadaires de décembre 2021 à décembre 2023 n'ont pas été transmis via GIDAF, ni ceux des mois de novembre et décembre 2024.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant que les résultats d'analyses doivent être déposés via le site internet GIDAF de façon régulière, et en tout état de cause a minima de façon mensuelle. L'exploitant doit informer de façon systématique l'inspection de tout dysfonctionnement.

L'inspection des installations classées a constaté que la périodicité de la mesure sur le rejet n°1 est bien hebdomadaire, conformément aux dispositions de l'article 10.2.2 de l'arrêté préfectoral du 23/01/2017.

Toutefois, l'exploitant transmettra via GIDAF l'ensemble des résultats d'analyses manquants sous un **délai d'un mois** conformément aux dispositions de l'article 10.5.1 de l'arrêté préfectoral du 23/01/2017.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Autosurveillance des milieux - Eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2017, articles 4.3.12, 10.2.2 et 10.5.1

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets des eaux pluviales

Prescription contrôlée :

Prescription contrôlée

Article 4.3.12 : L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales susceptibles d'être polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration définies :

Référence du rejet vers le milieu récepteur n° 3

Paramètres	Concentrations instantanées (mg/l)
MES	100
DCO	300
Hydrocarbures totaux	10

(...)

Article 10.2.2 :

(...) Le contrôle du rejet des eaux pluviales est effectué par un laboratoire agréé au moins une fois par an.

Article 10.5.1 :

(...) Les résultats de l'autosurveillance des prélèvements et des émissions dans l'eau (...), sauf impossibilité technique, sont transmis par l'exploitant par le biais du site internet GIDAF.

Constats :

Lors de l'inspection, l'exploitant précise que les analyses des eaux pluviales sur le point de rejet n° 3 ont été effectuées en novembre 2024 et que les résultats ne sont pas encore disponibles. L'exploitant n'a pas pu présenter les résultats d'analyses des eaux pluviales sur le point de rejet n° 3 de novembre 2023 et ils ne sont pas déposés sur le site GIDAF.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection, sous un **délai d'un mois**, les rapports d'analyses des eaux pluviales sur le point de rejet n° 3 pour les années 2023 et 2024, et enregistre les résultats d'analyses sous GIDAF dans le même délai, conformément aux dispositions des articles 10.2.2 et 10.5.1 de l'arrêté préfectoral du 23/01/2017.

Par ailleurs, l'exploitant doit justifier que les rejets d'eau pluviales respectent les dispositions de l'article 4.3.12 de l'arrêté préfectoral du 23/01/2017.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Autosurveillance des milieux - Eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2017, articles 10.2.2.3 et 10.5.1

Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des eaux souterraines

Prescription contrôlée :

Article 10.2.2.3 :

Le réseau de surveillance se compose des ouvrages suivants :

Ouvrage	Localisation par rapport au site (amont ou aval)	Aquifère capté (superficiel ou profond), masse d'eau	Profondeur de l'ouvrage
N° 1	amont	Nappe superficielle	≈ 10 m
N° 2	aval	Nappe superficielle	≈ 10 m
N° 3	aval	Nappe superficielle	≈ 10 m

(...)

Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau doivent être effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur. (...)

L'exploitant fait analyser les paramètres suivants, avec les fréquences associées :

Ouvrage	Fréquence des analyses	Paramètres
N° 1	Semestrielle	Hydrocarbures totaux, COHV, HAP, BTEX, métaux (1)
N° 2	Semestrielle	Hydrocarbures totaux, COHV, HAP, BTEX, métaux (1)
N° 3	Semestrielle	Hydrocarbures totaux, COHV, HAP, BTEX, métaux (1)

(1) arsenic, cadmium, chrome, cuivre, mercure, plomb, nickel, zinc

Le niveau de chaque ouvrage de surveillance est relevé à chaque campagne de prélèvement. L'exploitant joint alors aux résultats d'analyse un tableau des niveaux relevés (exprimés en mètres NGF), ainsi qu'une carte des courbes isopièzes à la date des prélèvements, avec une localisation des piézomètres.

Article 10.5.1 :

(...) Les résultats de l'autosurveillance (...) de la qualité des eaux souterraines, sauf impossibilité technique, sont transmis par l'exploitant par le biais du site internet GIDAF.

Constats :

Lors de l'inspection, l'exploitant présente les rapports d'analyses du laboratoire Wessling des premier et second semestres 2024, correspondant à des prélèvements respectivement effectués le 29/02/24 et le 24/10/2024.

Seuls les ouvrages Pz1 et Pz2 sont analysés. Les résultats d'analyses des deux campagnes de prélèvements montrent l'absence d'indice hydrocarbures, de BTEX et de HAP à l'exception du naphthalène au droit de Pz2, et montrent la présence de chrome, de nickel, d'arsenic, de mercure et de COHV, parfois plus élevés en Pz1 (amont supposé) ou en Pz2 (aval supposé).

L'exploitant précise que l'ouvrage Pz3 est sec depuis la pose de ce dernier en 2016. L'inspection confirme qu'en l'absence du troisième ouvrage, l'exploitant n'est pas en mesure de définir le sens d'écoulement des eaux souterraines et de s'assurer de réaliser un contrôle de la qualité des eaux souterraines sur deux points en aval de son site et de comparer les résultats d'analyses avec les concentrations de l'ouvrage en amont du site.

De plus, la méthode de prélèvement des eaux souterraines et le respect des normes en vigueur n'est pas précisée, ce qui ne permet pas de juger de la représentativité des résultats.

A titre d'exemple, le délai entre la date de prélèvement et la date de réception des prélèvements du second semestre est de 14 jours. Le laboratoire précise que ce délai est supérieur aux exigences normatives, ce qui peut potentiellement impacter l'exactitude du résultat.

Les niveaux de l'eau dans les ouvrages ne sont pas précisés.

D'autre part, l'inspection des installations classées constate qu'aucune mesure semestrielle du suivi de la qualité des eaux souterraines n'a été transmise via le site GIDAF.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Afin de se conformer aux demandes de contrôle de la qualité des eaux souterraines de son arrêté préfectoral d'autorisation n° 2017-PREF/DRCL/BEFAPI/SSPILL/030 du 23 janvier 2017, l'exploitant doit effectuer les actions suivantes :

- Compte tenu de l'absence d'information sur la méthode de prélèvement et sur le moyen de conservation des échantillons entre la date de prélèvement et la date de réception en laboratoire, l'exploitant doit justifier, dans un **délai d'un mois**, que les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau sont effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur, conformément aux dispositions de l'article 10.2.2.3 de l'arrêté préfectoral du 23/01/2017 ;
- L'exploitant doit mettre en place, dans un **délai de trois mois**, un ou des piézomètres permettant d'effectuer le suivi de la qualité des eaux souterraines du site, de produire une carte des courbes isopièzes et de pouvoir réaliser le suivi de la qualité des eaux souterraines au droit d'un ouvrage en amont et de deux ouvrages en aval des installations potentiellement polluantes de l'exploitation, conformément aux dispositions de l'article 10.2.2.3 de l'arrêté préfectoral du 23/01/2017.

La mise en place des ouvrages de contrôle des eaux souterraines est réalisée conformément à l'article 10.2.2.2 de l'arrêté préfectoral du 23/01/2017.

Conformément aux deux articles susvisés, l'exploitant mettra en œuvre ces actions et fournira les rapports d'intervention et d'interprétation des résultats selon les normes en vigueur, à savoir la norme NF X31-614 pour la pose de piézomètres, la norme NF X31-615 pour les prélèvements d'eaux souterraines et la norme NF X31-620 pour l'ensemble des prestations ;

- L'exploitant doit compléter le site GIDAF dans un **délai de trois mois** avec les résultats de l'ensemble des campagnes de contrôle des eaux souterraines conformément aux dispositions de l'article 10.5.1 de l'arrêté préfectoral du 23/01/2017 ;
- L'exploitant déposera les résultats d'analyses et les rapports des prochains suivis de la qualité des eaux souterraines sur le site GIDAF dans un **délai de deux mois après la date de prélèvements**.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Sécurité incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2017, article 8.2.5
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : (...) L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur. (...)
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant présente les contrôles périodiques relatifs à la sécurité incendie suivants : <ul style="list-style-type: none">· Contrôle des extincteurs effectué par la société SNI le 24/04/2024. Le rapport ne présente pas d'observation et ne demande pas d'action rectificative ;· Contrôle de l'équipement de contrôle et de signalisation (ECS), avec détection de fumée et de flamme, effectué par la société Chubb France le 03/12/2024. Le rapport indique qu'il n'y a pas d'action corrective à réaliser ou de dysfonctionnement nécessitant une intervention curative. Sans préjudice sur le fonctionnement à court terme de l'équipement, l'exploitant doit prévoir le changement de la batterie et est en attente de réception du devis pour cette opération ;· Contrôle de l'extinction automatique de l'armoire électrique effectué par la société Chubb France le 03/12/2024. Le rapport indique qu'il n'y a pas d'action corrective à réaliser ou de dysfonctionnement nécessitant une intervention curative.· Contrôle de l'extinction automatique de l'armoire de stockage de produits chimiques effectué par la société Chubb France le 03/12/2024. Le rapport indique qu'il n'y a pas d'action corrective à réaliser ou de dysfonctionnement nécessitant une intervention curative.· Contrôle des 3 poteaux incendie effectué par la société Véolia le 26/06/2024. <p>Les rapports correspondants ont été transmis à l'inspection des installations classées par courriel le 15/01/2025, à l'exception du rapport de contrôle des poteaux incendie.</p> <p>L'exploitant déclare qu'il n'y a pas de RIA sur son site.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de justifier que les débits des poteaux incendie respectent les dispositions de l'article 8.2.5 de l'arrêté préfectoral du 23/01/2017, sous un délai d'un mois .
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Volume des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2017, article 8.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 10/11/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 27/01/2024
Prescription contrôlée : <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">• 100 % de la capacité du plus grand réservoir,• 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none">• dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts, dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,• dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.
Constats : <p><u>Constat de l'inspection 2022 :</u> Avec la mise en place de la centrifugeuse, l'exploitant devait remettre à jour la note de calcul de capacité de rétention. Les travaux et les réaménagements liés à la mise en place de la centrifugeuse n'étant pas finalisés, la note de calcul n'a pas encore été mise à jour. L'exploitant doit la transmettre à l'inspection des installations classée avant la fin du 1^{er} trimestre 2023.</p> <p><u>Constat de l'inspection 2023 :</u> L'exploitant a mis à jour la note de calcul déterminant le volume de rétention nécessaire sur le site. Le volume de rétention calculé est de 77 m³, pour un total de produit stocké de 56 m³. Toutefois la note de calcul de rétention n'a pas été présentée à l'inspection. L'exploitant doit transmettre la note de calcul dans un délai d'un mois.</p> <p><u>Constat de l'inspection du 7/01/2025 :</u> L'exploitant a transmis par courriel le 15/01/2025 la note de calcul des rétentions du site ainsi que le plan de la zone de transit indiquant la localisation des cuves de stockage de produit.</p> <p>Le volume de la rétention de la zone centrifugeuse a été calculée à 69,96 m³. La capacité de rétention minimale nécessaire au sens de l'article 8.4.1 de l'arrêté préfectoral du 23/01/2017 étant de 27,25 m³ sur cette zone, l'exploitant respecte ses obligations.</p> <p>Le volume de rétention du bâtiment de transit a été calculée à 39,58 m³. La capacité de rétention minimale nécessaire au sens de l'article 8.4.1 de l'arrêté préfectoral du 23/01/2017 étant de 37,5 m³ sur cette zone, l'exploitant respecte ses obligations.</p>

De même, la rétention des cuves d'eaux hydrocarburées et les deux rétentions des cuves d'huiles usagées respectent également les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 23/01/2017, avec respectivement 37,1 m³ pour 30 m³ nécessaires, 35,84 m³ pour 17,5 m³ nécessaires et 53,4 m³ pour 35 m³ nécessaires.

L'inspection des installations classées relève que les capacités de rétention mises en place par l'exploitant sont conformes aux dispositions de l'article 8.4.1 de l'arrêté préfectoral du 23/01/2017.

La non-conformité n° 4 de l'inspection du 10/11/2023 est levée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Localisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2017, article 8.1.1

Thème(s) : Risques accidentels, Localisation des risques

Prescription contrôlée :

(...)

L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques [i.e. les risques technologiques].

Constats :

Lors de l'inspection, l'exploitant n'est pas en mesure de présenter un plan à jour de la zone de transit avec la localisation des cuves et les types de produit stocké.

L'exploitant a transmis par courriel le 15/01/2025 le schéma de la zone de transit indiquant la localisation des cuves de stockage de produit.

Toutefois, les numérotations des cuves n° 4, 10 et 12 ne correspondent pas à leur localisation sur le schéma.

L'exploitant ne dispose pas d'un plan général des ateliers et des stockages à jour, conformément aux dispositions de l'article 8.1.1 de l'arrêté préfectoral du 23/01/2017.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit vérifier la cohérence de la numérotation des cuves sur le plan de la zone de transit. Il transmet à l'inspection des installations classées, sous un **délai d'un mois**, un plan général des ateliers et des stockages à jour, indiquant les risques technologiques, conformément aux dispositions de l'article 8.1.1 de l'arrêté préfectoral du 23/01/2017.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Dispositifs de prévention des accidents - Risque électrique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2017, article 8.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur.
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant présente le contrôle périodique des installations électriques réalisé par la société Bureau Veritas le 30/04/2024. Le rapport présente 4 écarts sur le bâtiment A (correspondant au bâtiment d'exploitation ECOPUR), dont 1 écart récurrent et 3 nouveaux écarts. L'exploitant déclare que les écarts sont traités par des électriciens internes ou externes. L'exploitant a transmis par courriel le 15/01/2025 le rapport Q19 pour le bâtiment A, éditée par la société Bureau Veritas le 22/04/2024 après l'intervention du 12/04/2024. Le rapport relate une anomalie de priorité 2, nécessitant une action sous deux mois, soit avant le 22/06/2024.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmettra dans un délai d'un mois la justification du traitement des écarts relevés dans le contrôle périodique et dans le rapport Q19. L'exploitant transmettra dans le même délai le rapport Q18 afin de justifier que les installations électriques sont entretenues en bon état, conformément aux dispositions de l'article 8.3.2 de l'arrêté préfectoral du 23/01/2017.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Identification des produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2017, article 6.1.1
Thème(s) : Produits chimiques, Identification produits et substances dangereux
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 10/11/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 27/06/2024
Prescription contrôlée : L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges susceptibles d'être présents dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement) est tenu à jour et à disposition de l'inspection des installations classées. (...)

Constats :**Constat de l'inspection de 2022 :**

Lors de la dernière inspection il a été convenu que l'état des stocks des produits dangereux doit être mis à jour mensuellement et non pas annuellement. L'exploitant n'a pas encore adapté la fréquence de mise à jour.

Une sonde va être mise en place dans chaque cuve supérieure à 20m³, afin d'avoir un suivi en temps réel de la quantité de produits stockés.

L'exploitant doit mettre à jour l'état des stocks de produits dangereux mensuellement.

Constat de l'inspection de 2023 :

Pour deux des cuves l'exploitant est confronté à une limite technique qui ne lui permet pas d'installer les sondes de remplissage. Un dispositif de mesure de pression va être installé afin de déterminer le niveau de remplissage des cuves. Les équipements seront mis en place dans le courant du premier semestre 2024.

Constat de l'inspection du 7/01/2025 :

Lors de l'inspection, l'exploitant confirme que les capteurs de pression permettant de définir le volume stocké en temps réel ont été installés dans les deux cuves des eaux concentrées hydrocarburées, avec un report au PC de supervision du site. L'exploitant présente la facture du raccordement électrique et de la mise en service des capteurs effectués par l'entreprise Bouygues Energies & Services datée du 12/09/2024.

L'inspection a pu constater la présence d'un capteur sur chaque cuve, affichant le pourcentage de remplissage (voir photographies en annexe).

En outre, lors de l'inspection, l'exploitant présente le fichier d'état des stocks de ses produits dangereux de décembre 2024. L'inspection des installations classées constate que le fichier électronique nommé « tableau de suivi des produits chimiques » a été mis à jour le 24/12/2024. L'exploitant confirme que le fichier est mis à jour mensuellement.

L'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant dispose d'un état des stocks des substances et mélanges présents dans l'installation, conformément aux dispositions de l'article 6.1.1 de l'arrêté préfectoral du 23/01/2017.

La non-conformité n° 3 de l'inspection du 10/11/2023 est levée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : FDS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2017, article 6.1.1

Thème(s) : Produits chimiques, Identification des produits

Prescription contrôlée :

(...) L'exploitant veille notamment à disposer sur le site, et à tenir à disposition de l'inspection des installations classées, l'ensemble des documents nécessaires à l'identification des substances et des produits, et en particulier les fiches de sécurité à jour pour les substances chimiques et mélanges chimiques concernés présents sur le site.

<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de présenter la FDS de l'acide sulfurique 95 %, utilisé pour réaliser des dosages.</p> <p>L'inspection constate une bonne pratique de l'exploitant avec la disponibilité immédiate de la FDS, accessible via un lien électronique dans le tableau de suivi des stocks des produits chimiques.</p> <p>La FDS est en français, mentionne bien qu'elle est « conforme CE 1907/2006 » et comporte les 16 rubriques requises. La date de révision est récente en date du 07/02/2023.</p> <p>L'inspection des installations classées constate que l'exploitant dispose des éléments nécessaires à l'identification des substances et des produits, conformément aux dispositions de l'article 6.1.1 de l'arrêté préfectoral du 23/01/2017.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : Suivi des déchets - Registre déchets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2017, article 10.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Suivi des déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour le registre des déchets prévu par l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement. Le registre peut être contenu dans un document papier ou informatique. Il est conservé pendant au moins trois ans et tenu à la disposition des autorités compétentes.</p> <p>(...)</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de présenter son registre des déchets.</p> <p>L'exploitant indique qu'il effectue son suivi en utilisant le site Trackdéchets, en y ajoutant les bordereaux de suivi des déchets non dangereux.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra, sous un délai d'un mois, un extrait du registre des déchets correspondant aux entrées/sorties de janvier 2025, conformément aux dispositions de l'article 10.3 de l'arrêté préfectoral du 23/01/2017.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 13 : Suivi des déchets - Déclarations GEREP

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2017, article 10.3

Thème(s) : Risques chroniques, Suivi des déchets

Prescription contrôlée :

(...) L'exploitant déclare chaque année au ministre en charge des installations classées les déchets dangereux et non dangereux conformément à l'arrêté du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets.

Constats :

Lors de l'inspection, l'inspection des installations classées présente la synthèse des déclarations GEREP des déchets de l'exploitant :

2021

BILAN DES MOUVEMENTS DE DÉCHETS

	Quantité totale produite	Quantité totale admise	Quantité totale traitée	Quantité totale expédiée
Déchets dangereux	3 565,463 t/an	10 830,947 t/an	9 814,88 t/an	3 565,463 t/an
Déchets non dangereux	499,54 t/an	1 438,52 t/an	213,8 t/an	499,54 t/an

2022

BILAN DES MOUVEMENTS DE DÉCHETS

	Quantité totale produite	Quantité totale admise	Quantité totale traitée	Quantité totale expédiée
Déchets dangereux	3 188,131 t/an	9 486,746 t/an	7 501,136 t/an	3 188,131 t/an
Déchets non dangereux	357,904 t/an	575,34 t/an	19,58 t/an	357,904 t/an



Le tonnage traité sur site déclaré pour les déchets non dangereux est considéré comme une valeur aberrante potentielle car il est constaté une diminution de plus de 90 % du tonnage par rapport à l'année précédente.



2023

BILAN DES MOUVEMENTS DE DÉCHETS

	Quantité totale produite	Quantité totale admise	Quantité totale traitée	Quantité totale expédiée
Déchets dangereux	3 157,869 t/an	9 711,985 t/an	9 711,985 t/an	3 157,869 t/an
Déchets non dangereux	322,48 t/an	540,46 t/an	540,46 t/an	322,48 t/an



Le tonnage des déchets non dangereux traités sur site est considéré comme une valeur aberrante potentielle car il est constaté une augmentation de 2 660 % du tonnage par rapport à l'année précédente. Veuillez commenter cette variation ci-après.



L'exploitant confirme les tonnages transmis et précise que la baisse de tonnage de déchets non dangereux traités sur site en 2022 est liée aux travaux de mise en place de l'unité de centrifugeage et qu'il n'y a pas eu de traitement de graisses pendant cette période. Puis, après les travaux, l'activité a repris et fortement augmenté en 2023.

L'inspection des installations classées relève que l'exploitant déclare chaque année ses émissions polluantes et les flux de déchets, conformément aux dispositions de l'article 10.3 de l'arrêté préfectoral du 23/01/2017.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Dispositions particulières à l'installation de transit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2017, article 9.1.1
Thème(s) : Autre, Procédure d'échantillonnage des déchets vrac
Prescription contrôlée : (...) Une procédure d'échantillonnage des déchets en vrac est mise en place par l'exploitant. Elle est tenue à disposition de l'inspection des installations classées. L'ensemble des analyses est réalisé par un opérateur qualifié et enregistré sur des documents définis.
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant présente la procédure PR 14 « acceptation et réception des déchets sur le centre de traitement d'ORMOY ». La procédure est la version 1, datée du 21/09/2015 au nom de SMF. L'exploitant précise qu'une mise à jour est prévue notamment pour la mettre au nom d'ECOPUR. La procédure présente la typologie des déchets acceptés sur site, un logigramme de la procédure d'acceptation préalable du déchet et un logigramme de la procédure de réception du déchet. A la demande de l'inspection des installations classées, l'exploitant présente le tableau n° A235, correspondant au registre des analyses d'échantillons correspondant complété lors de l'action n° 14 de la procédure. L'inspection des installations classées constate que le registre présente l'ensemble des échantillons prélevés quotidiennement, le numéro d'échantillon, le transporteur, la nature du déchet, les résultats d'analyses rapides effectuées, la conformité / non-conformité du déchet, le numéro de BSD et de CAP correspondant. L'inspection des installations classées relève que la procédure mise en place pour les déchets en vrac est conforme à l'article 9.1.1 de l'arrêté préfectoral du 23/01/2017.
Type de suites proposées : Sans suite

Planche photographique associée à la visite d'inspection

Point de contrôle N°10 : Identification des produits dangereux



Cuves eau concentrée HC



*Capteurs volumétriques
cuves eau concentrée HC*